

Communiqué de presse :

Violence policière homophobe en marge de la manifestation du 21 février 2015 à Nantes.

C'est après avoir quitté la manifestation contre les violences policières du samedi 21 février 2015 que Thomas, membre du collectif QueerFarnaüM T.P.G.B. Féministe non-violent a été victime de violence, humiliation et homophobie de la part de personnes dépositaires de l'autorité publique.

Contrôles d'identités à répétition pour finir par humiliation et homophobie

Thomas et plusieurs membres du collectif se sont retrouvés une heure avant pour aller à la manifestation ensemble. C'est là que nous avons subi le premier contrôle d'identité avec fouille au corps, bien avant la manifestation. Dix minutes après, nous étions loin du cortège, rebelote ! Deuxième contrôle d'identité par des gendarmes mobiles, qui lisent nos pancartes (« les pédales contre le capital », « quand les goudous se braquent range ta matraque ») avec un sourire moqueur.

Nous rejoignons le cortège. Pendant la manifestation, pas de heurts, pas de violence ni de contrôle. Uniquement des slogans, des pancartes, des fumigènes, des personnes de tous âges et de tous genres. Une belle manifestation à la fin de laquelle chacunE repart de son côté.

C'est là que Thomas a été victime d'une histoire de violence policière.

En quittant la manifestation avec son sac à dos et ses pancartes, il a subi un troisième contrôle d'identité effectuée par la police en tenue anti émeute devant le commissariat hôtel dieu. Il y avait 10 ou 15 policiers.

On lui a demandé de balancer le nom des jeteurs de bombe de peinture. Il ne savait pas, donc n'a pas répondu. On lui a vidé son sac à dos par terre. Il a été forcé à s'agenouiller, s'est fait frappé aux chevilles à coup de pieds. Un des policiers est tombé sur un guide sur le consentement homosexuel qui était dans le sac à dos. Il l'a montré à notre ami en souriant : « un peu osé comme littérature, non ? » Suivi de : « Vous êtes dégueulasses ! ». Tout de suite après ces mots doux, on lui a demandé où il se rendait, ce à quoi il a répondu qu'il allait chez son compagnon. Réponse d'un policier : « vous allez vous reproduire ? ». Après ce moment de violence, d'humiliation, d'homophobie, on lui a demandé de reprendre ses affaires et de partir. On lui a confisqué mégaphone, masque de ski, médicaments. On lui a piétiné ses disques, déchiré ses pancartes. Le policier qui lui a rendu sa carte d'identité l'a fait en poussant violemment notre ami et en le menaçant de l'embarquer si il le revoyait dans le quartier.

Après une telle scène, qui a duré entre 10 à 20 minutes, notre ami a trouvé refuge chez son copain et nous l'avons entouré.

Pour porter plainte, cela a aussi été un calvaire. Le jour-même, les policiers ont tenté d'intimider Thomas en lui expliquant dans un premier temps qu'ils ne prenaient pas les plaintes relatives à la manifestation avant lundi, puis qu'il pouvait le faire dès le samedi mais qu'il y aurait 5h d'attente.

Les événements se sont passés vers 15h, après l'attente au CHU, l'attente au commissariat et le choc de ce qui s'est passé, notre ami a décidé de porter plainte le lundi pour violence par personne dépositaire de l'autorité publique et injures discriminantes envers une orientation sexuelle à caractère public, mobile : homophobie.

Il va de soi que nous suivons cette affaire de près et que nous accompagnons Thomas dans toutes ses démarches.

Nous devons une fois de plus rappeler que l'homophobie n'est pas une opinion mais un délit, et les représentants de l'ordre ne sont pas au dessus des lois.